

Libération

MARTINS PEREIRA
SC1. VIDA PÚBLICA
SSC1. SEIT
SR22. RECORTES

UNIVERSIDADE DE COIMBRA
CENTRO DE DOCUMENTAÇÃO
25 DE ABRIL

Samedi 6 et
Dimanche 7
septembre 1975
N° 523
France : 1,50F
Portugal : 15 esc.
Suisse : 1,20 FS
Belgique : 15 FB
Hollande : 0,85 Florins



Problème difficile pour les autorités portugaises : le retour des réfugiés d'Angola sert de base à une agitation politique de droite. Ici, des réfugiés occupent la banque de l'Angola et bloquent la circulation : ils demandent l'assistance du gouvernement (A.P.)

Portugal

CONFUSION ET INCERTITUDE A LISBONNE

Une violente manifestation s'est déroulée dans la soirée de jeudi à Lisbonne devant le « Diário de Notícias » (proche du Parti communiste) pour protester contre le licenciement sans indemnités, de 24 journalistes de la rédaction. Trois véhicules blindés et un cordon de soldats du Ralls (régiment d'artillerie légère de Lisbonne) avaient pris position devant les locaux du journal.

Conduits par les 24 journalistes licenciés, les manifestants au nombre de mille, en majorité socialistes et membres du MRPP et du PPD scandalent : « Non à la manipulation d'un parti », « Non à l'intoxication social-fasciste », « Cunhal en Sibérie ». Des incidents se sont produits quand la foule a entouré les véhicules blindés du Ralls. Les soldats ont tiré en l'air pour se dégager, brisant les vitrines des alentours. On comptait hier matin une dizaine de blessés chez les manifestants qui se sont dispersés vers 0 h 15. On ne sait pas si les blessés ont été atteints par des balles ou des éclats de verre.

La crise de l'été

I - DEUX QUESTIONS STRATEGIQUES

La grande crise stratégique, ouverte au début de l'été, n'a toujours pas trouvé sa conclusion.

Ponctué par de grands textes, le « document guide du MFA sur le pouvoir populaire », les textes des anciens ministres Martins Pereira, Gravinho et Sampiao sur la crise de l'autorité révolutionnaire, et enfin les deux textes d'août : le « document Melo Antunes » et le « document du Copcon », textes que le général premier ministre Vasco Gonçalves a qualifié d'« épidémie de plans », cette crise est un grand moment de l'histoire de la démocratie portugaise. Diffusés par la presse, débattus dans la large fraction de la population portugaise, ces textes ont permis de clarifier certaines positions.

Cette crise porte sur deux questions fondamentales : d'une part le développement du pouvoir populaire et d'autre part la nécessité de briser le rapport hégémonique que le PCP entretient avec les appareils d'Etat et d'information et les appareils militaires. Ces deux questions ne se sont pas posées en même temps aux révolutionnaires portugais. D'autant que si ce sont les officiers du Copcon qui ont pris l'initiative fin juin, d'une offensive au sein du MFA sur la question du pouvoir populaire, c'est le Parti socialiste qui, le premier a posé et non sans arrières pensées, le problème de l'hégémonie du PCP. Cette contestation de l'hégémonie du PCP n'est devenue une question stra-

tégique pour l'indépendance nationale du Portugal, que par sa reprise au sein des forces armées par le « document des neuf ». Clair le débat est devenu confus, dès lors qu'il est entré dans sa phase tactique, c'est-à-dire dès lors qu'il fallait résoudre le débat en termes de solution de pouvoir, donc de premier ministre, d'alliances et de priorités. La diplomatie de couloirs, les exclusions et les manipulations, les campagnes d'intoxication sont alors devenues monnaie courante. Si le débat s'est enlisé dans le parlementarisme de l'assemblée du MFA — comme en témoigne la préparation de la dernière assemblée — cela n'enlève rien à la portée et à la nécessité des ruptures qui doivent être opérées et qui engagent l'avenir général de la révolution portugaise.

11 - LE TRIPLE POUVOIR

Dans le cantique des cantiques de tous les révolutionnaires, la situation du double pouvoir caractérise la période révolutionnaire. Elle voit s'opposer le peuple organisé dans les entreprises, dans l'armée, dans les campagnes, avec ses milices et le pouvoir central politique, militaire et économique qui reste, lui, aux mains d'une bourgeoisie nationale bientôt dépassée par les événements. En fait, très rapidement les révolutionnaires portugais ont été confrontés à la question du pouvoir central, en même temps qu'ils devaient aider le pouvoir populaire à la base à se développer.

(Suite en page 7)

Le Portugal à la croisée des chemins

Incertitude sur la tenue de l'AG du MFA

DU FORCING DE COSTA GOMES
A LA CONFUSION GENERALE

Suite p. 1

Suite de la page 1

Dès que les officiers progressistes du MFA arrivent au gouvernement, en juillet 74, le pouvoir se structure selon trois pôles, de nature — stratégique — et de niveaux différents : un pouvoir militaire dirigé par une organisation politique de masse : le MFA qui se reflètent toutes les contradictions du processus ; un pouvoir partidariaire où PS et PC s'affrontent pour la conquête de l'hégémonie, et enfin ce qui n'est alors qu'un mouvement gréviste, mais qui deviendra à la suite de prises partielles de pouvoir à la base, occupations de palais, de terres, de mises en autogestion d'entreprises, de création de commissions de travailleurs et de locataires : le pouvoir populaire.

Le pouvoir populaire est lui-même le lieu d'une contradiction entre les organisations politiques qui poussent à son développement pour se constituer une organisation de masse à opposer au PCP, et ceux qui travaillent à son développement autonome.

Cette combinaison de trois pouvoirs dynamiques a eu pour effet jusqu'au mois de juillet de cette

D'autre part, le général Carlos Fabiao, chef d'état-major de l'armée de terre, a protesté dans deux communiqués publiés vendredi, dans la nuit, contre « les insinuations tendancieuses de certains journaux » citant notamment le « Diário de Notícias » et « O Seculo ». Le général Fabiao a dénoncé la publication, par ces journaux, d'un communiqué de militaires portugais stationnés en Angola qui contestait la représentativité de la délégation envoyée pour les représenter à l'assemblée générale de l'armée de terre. La veille, l'assemblée de la marine avait de son côté, publié un communiqué contre « Jornal Novo » (proche de Mario Soares) qui avait publié une caricature de l'amiral De Azevedo. La marine se déclarait prête à « agir révolutionnairement » si de nouvelles atteintes étaient portées à son prestige.

Hier matin, le président Costa Gomes annonçait que la réunion de l'assemblée générale du MFA devait se tenir dans la journée à la base aérienne de Tancos. Son ordre du jour restait en principe la restructuration du Conseil de la révolution. Tout avait commencé dans la nuit de jeudi à vendredi, quand les délégués de l'armée de terre, rassemblés au quartier général de la région militaire de Lisbonne décidaient de boycotter l'AG du MFA. L'un des officiers présents, rapporte la presse de la capitale, aurait déclaré que « si l'assemblée générale avait lieu comme prévu, ce serait le dernier acte politique du président de la République. »

L'assemblée de l'armée de l'air qui se terminait vendredi matin à l'aube, décidait de

participer à l'assemblée du MFA à condition que les délégués de l'armée de terre soient présents. A 10 h 30, à Tancos, un officier présent déclarait que la réunion était reportée à 14 heures. Puis le capitaine Vasco Lourenço, porte-parole des « neuf », annonçait que le général Fabiao serait le seul représentant de l'armée de terre. Faisant allusion aux 47 officiers qui s'étaient prononcés pour le général Gonçalves, il ajoutait que certains militaires pourraient participer à titre individuel à l'assemblée mais qu'ils ne représenteraient en aucun cas leur arme. Ces 47 officiers (gonçalvistes et officiers du Copcon) avaient affirmé pour leur part, qu'ils tiendraient l'assemblée avec la marine et les officiers et sergents de l'armée de l'air, qui partagent leur point de vue. A quinze heures, la réunion n'avait toujours pas commencé. Mais selon Radio-Clube les plus hautes autorités militaires s'étaient rassemblées dans une des salles de la base. Le président Costa Gomes, le premier ministre sortant Vasco Gonçalves, les trois chefs d'état-major et les commandants des quatre régions militaires, réunis à huis-clos, devaient prendre la décision définitive...

On allait même jusqu'à dire dans la capitale portugaise, qu'à part le Ralis, plus aucune unité n'était opérationnelle tant elles étaient divisées en clans politiques antagonistes. Pendant ce temps, l'ex-général Spínola a choisi de lancer une grande offensive politique. Il semble que toute la réaction portugaise défile actuellement dans la chambre du général au 25^e étage de l'hôtel Sheraton à Paris.

F.L.

année, d'assurer le développement du processus en garantissant un espace politique, symbolisé par le rôle joué par le MFA dans les conflits entre le pouvoir partidariaire et le pouvoir populaire, mais aussi ceux engendrés par le jeu des contradictions internes à ces différents pouvoirs. Les partis étant trop faibles pour diriger seuls le processus, c'est le MFA qui assurait la direction du processus. Cela constituait une brèche mise à profit par « le pouvoir populaire ».

politiques qui formaient la coalition, n'impose son modèle à la révolution portugaise, avant que le peuple, dans ses organes de pouvoir à la base, n'élabore le sien. La guérilla entre le PCP et le PSP, laissait du temps au pouvoir populaire pour se développer, en même temps qu'il empêchait le gel de la révolution. Ce triple pouvoir s'est bloqué en juin-juillet pour plusieurs raisons : d'une part, le développement du pouvoir populaire et ses aspirations propres, d'autre part, le fait que le MFA est devenu de plus en plus marqué par le pouvoir partidariaire, et en particulier, par l'alliance de fait qu'il a passée avec le PCP. Dès lors, le MFA perdait auprès de la population, une partie de son autorité. Il était facile au PSP de mobiliser le mécontentement latent, d'abord contre le PCP, puis contre le MFA lui-même. Le MFA s'est partidarisé. Et du même coup, le système des trois pouvoirs s'est trouvé brutalement paralysé.

mécontentement latent d'une fraction de la population et qui se cristallisait sur la question du PCP, de son rôle dans la presse, dans les municipalités et dans les syndicats. Jusqu'à présent, le pouvoir partidariaire avait eu pour principal effet, d'empêcher que l'un quelconque des partis

4- Deux échecs :
ceux du PSP et du PCP

L'histoire du Portugal est scandé par deux tentatives.

Le MFA, organisation de masse politique dans l'armée, avait besoin d'alliés civils, pour l'aider à élaborer un modèle de transition au socialisme. Le pouvoir populaire était au lendemain du 25 avril, trop faible, quasiment inexistant en tant que pouvoirs locaux pour participer à cette tâche de manière décisive. D'avril 74 à septembre 74, c'est-à-dire jusqu'à la chute de Spínola, beaucoup d'officiers espèrent dans le Parti socialiste. Ces officiers ne rêvaient pas alors au-delà d'une société libérale, ils étaient par contre intransigeant sur une question : mettre fin à la guerre coloniale. Une partie de la haine que Soares a accumulé dans l'armée, et de tous bords, date de cette époque. Responsable de la décolonisation, il suit Spínola dans ses plans néo-colonialistes. De telle sorte que le MFA et en particulier Melo Antunes lui arrachera le dossier des mains pour accorder, au moins à la Guinée et au Mozambique une indépendance sans conditions. Pour l'Angola, ce sera trop tard. Mais Soares ne s'arrête pas là. Sa mollesse le 28 septembre, tranche avec la mobilisation militante du PCP et de l'extrême-gauche contre la « majorité silencieuse ». L'heure de Mario Soares est passée. La confiance a disparue. Mario Soares conseillé par les partis socialistes de toute l'Europe, a eu des conditions exceptionnelles pour démontrer la véracité d'une stratégie et d'un

modèle. Le socialisme dans la liberté. Il a échoué. Cet échec rejailit sur l'ensemble des partis socialistes européens. C'est la première grande rupture opérée par la révolution portugaise.

C'est alors, au lendemain du 28 septembre, que les militaires découvrent les militants du PCP : ils ont joué un rôle capital dans la mobilisation antispínoliste, et surtout ils forment une armée civile, disciplinée, hiérarchisée, courageuse, et militante. Pour « les Africains » du MFA, dont toute la culture politique est celle des mouvements de libération, les militants du PCP sont une révélation et ils exercent sur eux une véritable fascination, renforcée, quotidiennement, par la tactique des militants communistes, qui consiste à être les bœni-oui-oui du MFA.

Les événements du 11 mars, alors que Soares apparaît comme de plus en plus douteux pour les militaires, consolident les positions individuelles des membres du PCP. Les révoltes anticommunistes de l'été et la révolte d'une partie de l'armée contre le PCP ont marqué l'échec des communistes.

Quelle que soit l'issue de la crise en cours, le PCP a échoué, et sa politique de prises de pouvoir dans les institutions centrales, a provoqué un mouvement de rejet qui reste un événement d'une portée considérable, parce que jamais un tel projet, dans un pays d'Europe occidentale ne s'était manifesté de cette manière. Choc énorme, d'une portée incalculable

dont beaucoup de révolutionnaires et en particulier, beaucoup de militaires, assimilent difficilement le sens. Quelle qu'en soit la conscience, le fait est là. L'alliance entre le MFA et le PCP a eu pour effet de diviser profondément le peuple portugais. Porteur d'une conception autoritaire, hiérarchisée et antidémocratique de la révolution, le PCP s'est heurté de front à la sensibilité anti-totalitaire des Portugais - formée si l'on ose dire, par 50 ans de fascisme - échec du PCP qui a des conséquences sur le MFA. Le MFA vient de faire l'expérience du PCP. Cette expérience a été coûteuse, puisqu'elle lui a fait perdre momentanément du moins, sa fonction démocratique dans la société portugaise post-25 avril, à savoir être le « melting pot » du processus portugais, ce lieu où les différents apports du processus se rencontrent, se mêlent et qui permet d'inventer

les mesures originales dans le processus ait besoin.

C'est pourquoi une partie importante du MFA se tourne maintenant vers la gauche révolutionnaire, tout azimuts, amorçant le début d'une nouvelle expérience. Car au Portugal toute la révolution mondiale est présente, à la fois musée Grévin de la révolution et musée vivant. Pour élaborer un modèle spécifique, les révolutionnaires portugais devront essayer tous les modèles. Ils ne pourront faire l'économie d'aucune expérience, dans cet endroit stratégique du monde, à mi-chemin des métropoles impérialistes et du Tiers-monde. Depuis quelques semaines, c'est la gauche révolutionnaire, dans tous ses composantes, qui subit l'épreuve de la réalité, c'est-à-dire celle du pouvoir. Elle non plus n'en sortira pas vierge. D'autant plus qu'elle rechigne à assumer la rupture avec le PCP.

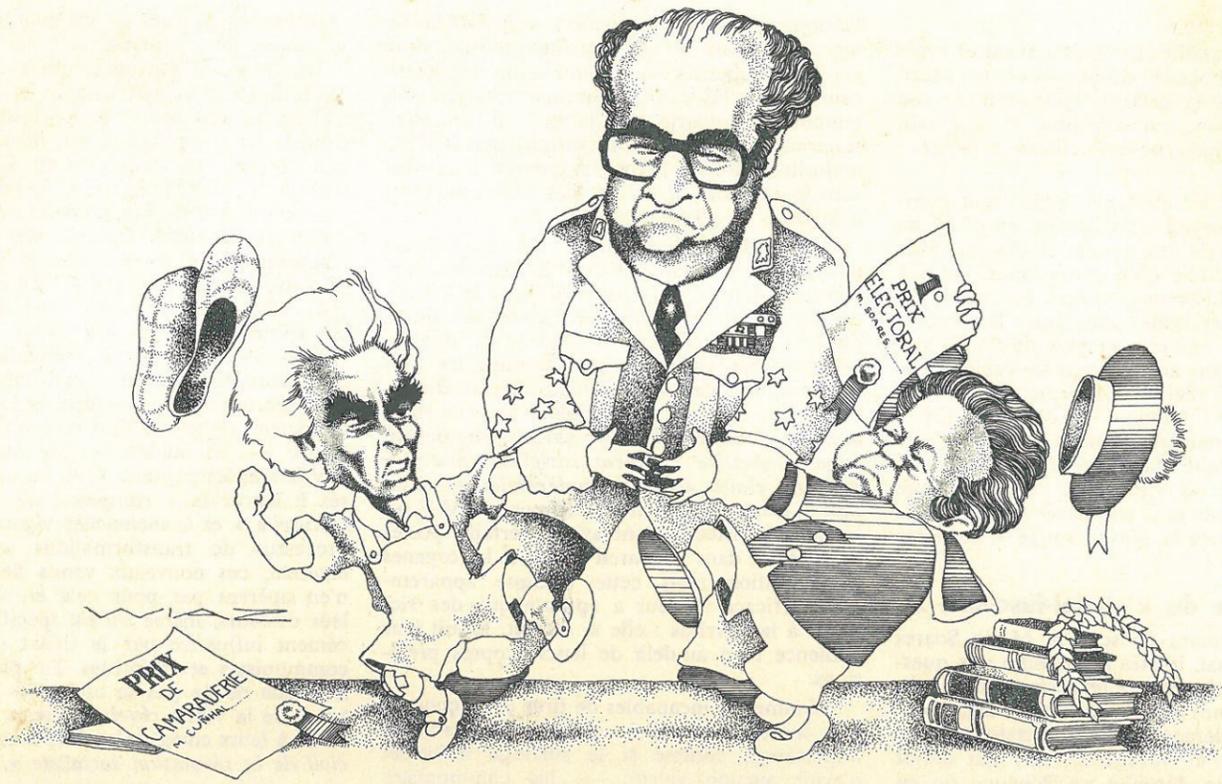
5- Questions de tactique

La principale question tactique est aujourd'hui celle du pouvoir. Cette question est déterminée par plusieurs impératifs : briser l'hégémonie du PCP, tout en conservant le PCP dans l'alliance, assurer le développement du pouvoir populaire, encore fragile et dispersé, et en même temps, faire un pas en arrière pour repartir à la conquête des masses qui ont scissionné le régime sans pour autant être déjà devenu la base d'un mouvement de masse fasciste.

Les militaires rassemblés autour de Melo Antunes, semblent être partisans d'un modèle algérien ou péruvien, assurant l'indépendance nationale, dans « l'ordre et la stabilité ».

Et pour l'instant outre leur assise dans le cadre permanent de l'armée, ils jouissent de l'appui de larges fractions de la petite bourgeoisie urbaine et paysanne. Tout pas en arrière pour les forces révolutionnaires suppose l'alliance avec ce courant. En dehors de l'alliance entre ce courant et celui du « pouvoir populaire » toute solution privilégiera le PCP et lui permettra alors de défendre son hégémonie et par là d'entretenir la crise, elle aura pour effet de renforcer le pouvoir partidariaire au dépens du pouvoir populaire, et en fin de compte, creusera le sillon de la guerre civile.

S. V. V.

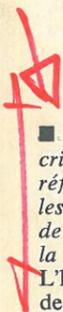


DE NOTRE ENVOYE SPECIAL AU PORTUGAL, K.S. KAROL

MARTINS PEREIRA
SC.1. VIDA PUBLICA
SSC.1, SEIT
SR22. RECORTES /5

Les cousins terribles de Lisbonne

La santé révolutionnaire du peuple portugais résiste encore à la querelle entre socialistes et communistes. Pour combien de temps ?



■ « Il y a chez nous une grande et salutaire crise d'autorité ; les Portugais se montrent réfractaires à la hiérarchie dans les usines, dans les écoles et même dans les casernes ; cet éveil de la base me remplit d'optimisme et garantit la force de notre processus révolutionnaire. »

L'homme qui exalte ainsi devant moi la vague de contestation qui se développe au Portugal n'a rien d'un anarcho-syndicaliste. Il assume, en fait, de hautes responsabilités au ministère de l'Industrie et met toute son énergie à faire tourner les usines et à empêcher la faillite des petites entreprises. Mais cette grande bataille de la production n'est pour lui qu'un moyen et non un but. Mon interlocuteur est en effet convaincu que les travailleurs les plus actifs sont aussi les plus créativement contestataires. Et, plutôt que de me parler du Plan, il me raconte avec enthousiasme les assemblées ouvrières qui se déroulent dans telle ou telle usine, nationalisée ou privée.

Dans l'hôtel tranquille où j'étais déjà descendu en décembre, le personnel, qui paraissait alors fort peu politisé, se réunit à présent quasi quotidiennement et, malgré la sympathie qu'il porte à la propriétaire (socialiste et ouverte au dialogue), a décidé de participer à la grève tournante qui doit, à partir de cette semaine,

toucher l'ensemble de l'industrie hôtelière.

La négociation des nouvelles conventions collectives, malgré la décision du gouvernement de porter le salaire minimal à quatre mille escudos (1), se révèle difficile partout et, en ce moment, il y a déjà plus de cent cinquante mille grévistes au Portugal. Parfois, ces conflits se dénouent « automatiquement », faute d'adversaire, quand le propriétaire d'une entreprise abandonne la partie. Ainsi, par exemple, la plus grande teinturerie de Lisbonne, Portugalia, a été prise en main par ses deux cents employées, qui la gèrent désormais collégalement avec autant de bonne humeur que de compétence.

On vote tous les jours

Au sud du Tage, la réforme agraire s'accompagne, elle aussi, d'occupations « sauvages » des terres de latifundistes et de discussions sur la composition des coopératives en formation et sur leurs règles internes. Le jeune ministre de l'Agriculture, Fernando Baptista, a des idées très claires sur la nécessité de garantir

(1) Environ huit cents francs français. A la veille de la révolution, le salaire minimal n'atteignait même pas deux mille escudos, c'est-à-dire la moitié de ce qu'il est aujourd'hui.

un maximum de démocratie dans ces nouvelles unités productives et il voudrait que tous leurs dirigeants soient élus et révocables. Mais tout se joue, me dit-il, sur le terrain, où les assemblées sont souvent agitées, à cause des interventions des syndicats des ouvriers agricoles et d'autres groupes de pression.

Partout, donc, les assemblées se multiplient et on vote tous les jours au Portugal, y compris dans les casernes, où les délégués à la « campagne de dynamisation culturelle » sont généralement élus par leurs camarades de régiment. Depuis peu, en plus, les représentants des soldats et des sous-officiers siègent dans l'Assemblée du Mouvement des Forces armées. « Dans la marine, m'explique le commandant Contreiras, nous leur réservons déjà un tiers des sièges et envisageons d'augmenter encore cette proportion. »

Pour les dirigeants portugais, ce système d'assemblées, qui se développe rapidement, constitue la principale originalité de ce qu'ils appellent « notre processus révolutionnaire ». En principe, ils s'en félicitent tous. Certains d'entre eux, cependant, s'inquiètent déjà de ce « chaos » que d'autres, au contraire, encouragent. Et cette inévitable division se complique

Suite de la page 50.

encore par la bataille serrée qui, avant et après les élections, oppose communistes et socialistes. C'est même celle-ci, en raison de son caractère partisan, qui constitue, à mon avis, le principal danger pour l'actuelle expérience portugaise.

Les résultats des élections démontrent pourtant que le processus actuellement en cours au Portugal, en dépit des erreurs et des querelles des partis, bénéficie d'un exceptionnel soutien populaire. A Lisbonne, malgré les mises en garde de la hiérarchie catholique, les formations marxistes ont obtenu plus de 75 % des voix. Jamais, dans aucune capitale occidentale, la gauche n'avait réalisé un tel score. Or — nous en sommes tous témoins — cette victoire a été obtenue librement et aucun « mentor casqué » n'a empêché quiconque de voter pour le parti du centre (le P.P.D.) ou pour la droite (le C.D.S.). Lisbonne est devenue, en toute liberté, la capitale la plus « rouge » de notre continent.

Le fantôme du « social-fascisme »

Dès le lendemain du scrutin, Mario Soares et Alvaro Cunhal, invités à répondre aux questions des journalistes à la télévision, ont repris, quoique en termes très modérés, leur débat permanent sur la démocratie et la dictature, débat très intéressant en lui-même mais qui aurait aussi bien pu se dérouler en Belgique ou en Nouvelle-Zélande ; il ne s'enracinait plus guère dans cette société portugaise où, depuis le 11 mars, un certain capitalisme archaïque avait reçu un coup fatal.

Mario Soares ne s'est pas offensé quand je lui ai fait part de cette impression. Il a admis que, depuis avril 1974, il avait misé sur l'instauration d'une démocratie parlementaire pour faire évoluer les Portugais avec l'ensemble de l'Europe mais qu'aujourd'hui, en raison des changements déjà intervenus, son projet était périmé, irréalisable. D'autre part, pendant la campagne électorale, il a découvert la richesse des « commissions de travailleurs » et compris qu'elles ne demandaient pas aux socialistes de freiner ce processus mais au contraire de l'accélérer. Le Parti socialiste, m'a-t-il annoncé, voudrait « investir à gauche » son précieux capital de 38 % de voix obtenus le 25 avril et faire des propositions sur le « contrôle ouvrier » et les « commissions de travailleurs ».

Paradoxalement, Mario Soares, qui s'était identifié le plus directement, pendant la phase précédente, avec la voie purement démocratique, est peut-être le seul homme capable d'amener le P.S. sur un chemin plus adapté au processus actuel. Ce Parti socialiste, très hétérogène, riche des voix ouvrières mais aussi marqué par ses polémiques anticommunistes, qui lui ont rallié des sympathies suspectes dans un vaste secteur bourgeois au Portugal et à l'étranger, a été littéralement inventé et modelé par Soares. A présent, même s'il subit des pressions diverses et doit répondre aux espoirs contradictoires de ses électeurs, Soares a l'autorité nécessaire pour canaliser ce courant d'opinion vers le camp de la révolution. Du moins il se dit prêt à engager un tel pari, même si, pour les socialistes, il n'a jamais été facile de chevaucher le tigre des conseils ouvriers.

A première vue, les communistes, s'ils étaient soucieux d'enrôler le plus grand nombre de gens sous le drapeau prolétarien, auraient dû faciliter le virage à gauche du P.S. en faisant quelques concessions à Soares et en lui fournissant ainsi de bons arguments pour convaincre les siens. Mais le P.C. d'Alvaro Cunhal, comme l'ont montré les incidents du 1^{er} Mai, ne se place pas dans une telle perspective. Il veut, au contraire, pousser le P.S. à droite pour

l'obliger à dévoiler sa nature « irrémédiablement bourgeoise », son anticommunisme, voire ses liens supposés avec l'impérialisme américain. Parmi les cadres communistes, j'en suis témoin, on reparle du danger du « social-fascisme » et on redoute surtout que le P.S., majoritaire même parmi les ouvriers, ne s'assure le contrôle, à travers des élections libres à la base, de l'Intersyndicale.

Cesar Oliveira, historien du mouvement ouvrier et secrétaire d'Etat à l'Information, constate, dans « O Jornal » (2), que le P.C.P., depuis un an, en raison de l'ambiguïté de sa position face aux luttes sociales et du dogmatisme de ses cadres, a poussé dans les bras des socialistes de larges couches de travailleurs. Selon lui, le parti communiste a « un programme purement défensif qui ne propose aucune alternative vraiment socialiste, marquée par une claire volonté d'indépendance nationale ». Certes, en collant docilement au M.F.A., les communistes se sont assurés certains postes de contrôle dans l'appareil d'Etat et les organes d'information mais cette tactique apparemment efficace ne leur a apporté que des victoires à la Pyrrhus : elle a, en fait, réduit leur audience bien au-delà de leurs propres prévisions.

Néanmoins, incapables de tirer des leçons de leur insuccès électoral — ils minimisent son importance, comme si le suffrage universel n'avait aucune valeur —, les communistes semblent poursuivre un dessein aussi précis que dangereux : ils veulent éliminer du gouvernement le parti centriste P.P.D. et briser, en faisant éclater au grand jour ses contradictions internes, le Parti socialiste. A les entendre, le Portugal est toujours menacé par un coup fasciste et ils sont les seuls à pouvoir déjouer ce complot. Le fait que, en attendant, leur tactique risque de rejeter 80 % des Portugais dans l'opposition ne semble pas les préoccuper outre mesure. Ils rendront la parole à ces masses embourgeoisées, trop réfractaires à leurs méthodes, dans quelques années, quand le pays aura été débarrassé des influences idéologiques néfastes de la bourgeoisie...

Couleur de Mai

Pour comble, le F.S.P. de Manuel Serra et le M.E.S., deux groupements qui n'approuvent nullement la plate-forme des communistes, semblent décidés, au nom d'une opération « en deux étapes », à faciliter la croisade du P.C. contre la droite (dans laquelle ils englobent évidemment le P.S.), pour pouvoir ensuite, dans une seconde phase, le déborder en utilisant contre lui son impopularité dans la base ouvrière. Manuel Serra, qui, jusqu'au printemps dernier, a été dirigeant socialiste lui-même, n'hésite pas à comparer la manifestation du P.S. du 2 mai avec le meeting de la « majorité silencieuse » du général Spínola.

En voyant ces affrontements des « stratèges de la révolution », on comprend mieux l'impatience que manifeste le Mouvement des Forces armées à l'égard des formations traditionnelles de la gauche et même de l'extrême-gauche. Les militaires, après avoir déclenché le 11 mars une véritable réaction en chaîne sur le plan social, attendaient une tout autre contribution de la part de leurs interlocuteurs civils. Eux-mêmes, depuis mon précédent voyage, ont beaucoup changé et c'est à peine s'ils se souviennent qu'ils proposaient alors au capital portugais le compromis d'une « voie socialisante ». Ils rient aujourd'hui de leur naïveté et affirment que cette attitude n'a fait qu'encou-

(2) L'un des deux nouveaux quotidiens qui représentent, dans la presse populaire de Lisbonne, une heureuse innovation tant par leur présentation que par leur contenu.

rager les capitalistes et les spinolistes à tenter le putsch du 11 mars.

Un dirigeant portugais qui a vécu en mai 1968 à Paris m'assure que les hommes du M.F.A. le font penser à nos leaders étudiants d'alors. La comparaison est, bien entendu, un peu forcée ; les membres du Conseil de la Révolution ne sont pas tous jeunes et, surtout, ils interviennent au sommet de l'appareil d'Etat. Néanmoins, à bien écouter ces militaires révolutionnaires, on constate qu'ils expriment effectivement une forme de radicalisme social qui n'est pas sans parenté avec les aspirations des contestataires de Mai 68.

Eux aussi, à partir de revendications purement corporatistes, ont découvert, d'une étape à l'autre, qu'il leur faut changer l'ensemble de la société, donc élargir leur base sociale transitoire — les soldats — en allant vers les ouvriers et les paysans. C'est ce qui les a poussés à lancer la « campagne de dynamisation culturelle » et à enclencher vigoureusement le processus de transformations sociales. Bien entendu, ces nouveaux venus de la politique n'en opèrent pas pour cela en vase clos ; et leur discours, même s'il est spécifique, est forcément influencé par le débat général entre communistes et socialistes. De plus, ils ont la modestie de ne pas se croire les seuls dépositaires de la vérité révolutionnaire et tiennent à avoir à leurs côtés, voire face à eux, un « parti civil de la révolution socialiste ».

Vingt-cinq dictateurs ?

L'amiral Rosa Coutinho, chef de l'exécutif du Conseil de la Révolution, a été le premier à lancer cette formule, mais elle correspond, dans son esprit, beaucoup plus à un besoin ressenti qu'à un projet précis. Selon lui, le M.F.A. ne peut gouverner seul ou dialoguer sans intermédiaires politiques avec la base. Pour lui, le Conseil de la Révolution correspond en quelque sorte à une présidence collective de la République, en place pour trois ou cinq ans, conformément au pacte constitutionnel signé par les six principaux partis du pays. Ce « présidium » se veut l'inspirateur du gouvernement et du législatif mais il accepte de retirer ses propositions si elles sont rejetées, à la majorité des deux tiers, par la Constituante ou la future Assemblée nationale. De toute façon, me dit-il, « il n'y a aucun risque que nous devenions des dictateurs ; a-t-on jamais vu une dictature exercée par vingt-cinq personnes à la fois ? ».

A mon objection que le Conseil peut se réduire et qu'une dictature militaire « progressiste » pourrait alors tenter cette équipe restreinte, il répond sans hésiter : « Une dictature militaire au Portugal est toujours de droite. Je suis pour la démocratie socialiste, pas pour la démocratie chrétienne ou la social-démocratie. »

Cette « démocratie socialiste » doit conserver le suffrage universel, cela va de soi, pour Rosa Coutinho, mais elle doit s'appuyer sur beaucoup d'autres formes de participation directe des travailleurs à la gestion du pouvoir local, national et dans l'appareil productif. Pour instaurer un tel système, pour engager dans le mouvement un nombre sans cesse croissant de travailleurs — cela est nécessaire également pour gagner l'actuelle « bataille de la production » —, il faut que la société portugaise soit plus unifiée et évite, du moins, les divisions superflues, engendrées par des suspicions et le sectarisme des partis politiques.

« Nos partis politiques, dit Rosa Coutinho avec optimisme, sont encore jeunes et n'œuvrent au grand jour que depuis un an. A présent, pour pallier la crise économique et faire avancer le processus révolutionnaire, ils se regroupent peut-être ; il est possible aussi tout simplement qu'ils changent en se radicalisant. »

K.S.K.